

AMNESTY INTERNATIONAL

COMMUNIQUÉ DU BUREAU EUROPÉEN

Index AI : IOR 61/017/2006 (Public)
Bulletin n° : 153
ÉFAI
20 juin 2006

Embargo : 20 juin 2006 (01h00 TU)

Sommet Union européenne – États-Unis. Il faut mettre fin aux « restitutions » et fermer Guantánamo

Amnesty International considère que les atteintes aux droits humains commises dans le cadre de la « *guerre contre le terrorisme* » conduite par les États-Unis devraient être abordées en priorité lors du sommet UE–États-Unis qui s'ouvrira demain (mercredi 21 juin 2006) à Vienne.

Avant la tenue du sommet, Amnesty International a chargé l'Union européenne de demander que le programme de « *restitutions* » des États-Unis soit pleinement révélé, que Guantánamo soit fermé et que tous les autres lieux de détention gérés par le gouvernement des États-Unis soient soumis à une surveillance extérieure et mis aux normes internationales. (Un document de synthèse à ce sujet est disponible à l'adresse électronique suivante : www.amnesty-eu.org.)

« Il aura fallu plus de quatre ans pour que l'Union européenne semble enfin prête à demander la fermeture de Guantánamo, a déclaré Dick Oosting, directeur du Bureau européen d'Amnesty International. C'est un progrès encourageant mais l'UE ne peut ignorer les autres centres de détention des États-Unis ni la complicité de ses pays membres avec le programme de "restitutions" dans le cadre duquel des personnes ont été envoyées à Guantánamo et ailleurs. »

En Afghanistan et en Irak, les autorités américaines détiennent toujours des milliers de personnes privées de justice et à la merci de tortures ou de mauvais traitements. Les décès survenus récemment à Guantánamo ont montré de manière tragique que les conditions dans le camp – détention pour une durée indéterminée dans des conditions pénibles d'isolement – engendraient un profond désespoir .

Amnesty International considère que, compte tenu de l'implication d'États membres dans des « *restitutions* » ainsi que des obligations découlant de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'Union européenne a la responsabilité de veiller à ce que les autorités américaines assurent la sécurité des détenus.

L'Union européenne devrait faire tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher de nouvelles souffrances et de nouveaux décès, en insistant pour que les États-Unis autorisent des médecins et psychologues indépendants à se rendre sur les sites de détention. Les détenus devraient bénéficier de moyens de communication adaptés avec leurs proches et leurs avocats, et les experts des Nations unies et les organisations internationales de défense des droits humains devraient être autorisés à les voir.

Le gouvernement américain ayant admis l'existence d'un programme de « *restitutions* », la rencontre de demain est également l'occasion pour l'Union européenne de demander un compte-rendu détaillé des activités menées sur son territoire par la CIA, au vu et au su des pays européens. Amnesty International espère que l'Union européenne sera prête à demander aux États-Unis de communiquer toutes les informations sur ces opérations, en indiquant en particulier l'emplacement exact des sites de détention en Europe.

« *Ce sommet peut-il fournir la garantie que la CIA n'utilise plus l'Europe comme plate-forme pour transférer illégalement des détenus à Guantánamo ou dans d'autres sites secrets ?* », a demandé Dick Oosting.

Si vous souhaitez réagir à ce communiqué ou obtenir de plus amples informations ou une interview, veuillez prendre contact avec le Bureau européen d'Amnesty International à Bruxelles :

Tél. : +32-2-5021499

Fax : +32-2-5025686

Courriel : AmnestyIntl@aieu.be

Site : <http://www.amnesty-eu.org/>

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566

Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW. web : <http://www.amnesty.org>